

---

## Proximité et institutions : nouveaux éclairages

Présentation du numéro

Damien Talbot et Thierry Kirat

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ei/882>

DOI : 10.4000/ei.882

ISSN : 2553-1891

### Éditeur

Association Économie et Institutions

### Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2005

Pagination : 9-15

ISSN : 1775-2329

### Référence électronique

Damien Talbot et Thierry Kirat, « Proximité et institutions : nouveaux éclairages », *Économie et institutions* [En ligne], 6-7 | 2005, mis en ligne le 31 janvier 2013, consulté le 23 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/ei/882> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ei.882>

---

Revue Économie et institutions

## Présentation du numéro

### Proximité et institutions : nouveaux éclairages

Damien TALBOT<sup>1</sup> et Thierry KIRAT<sup>2</sup>

L'Economie de la Proximité (Bellet *et al.*, 1993, 1998 ; Rallet et Torre, 1995 ; Gilly et Torre, 2000 ; Dupuy et Burmeister, 2003 ; Pecqueur et Zimmermann, 2004 ; Torre et Filippi, 2005) cherche à rendre compte des conditions nécessaires à la coordination des agents. Cette approche s'efforce de mettre en lumière le rôle de l'espace dans la coordination, en lui octroyant une dimension sociale qui permet de le saisir comme une construction active de relations. Et considérant que l'acteur est tout autant inséré dans un espace géographique que dans un espace de relations, la proximité se décline, outre en une dimension spatiale, en une dimension relationnelle : il est effectivement possible d'être « proche » de quelqu'un géographiquement éloigné, d'être « *à la fois présent et actif ici et ailleurs grâce aux technologies de la communication et aux voyages* » (Rallet et Torre, 2004, p. 25). Deux catégories de proximités sont alors traditionnellement proposées.

La proximité géographique aborde la question des conditions objectives de localisation (Pecqueur et Zimmermann, 2004) et traduit la distance géographique entre deux entités pondérée par les moyens de transport et par le jugement des individus sur la nature d'une telle distance (Rallet et Torre, 2004). La proximité géographique est donc doublement relative (Torre et Filippi, 2005) : relative car la distance est pondérée par le temps et les coûts de transports ; relative car la distance qui sépare des individus, des organisations ou des villes est aussi une représentation, un jugement conduisant à se situer de façon binaire « près de » ou « loin de ». Il ne s'agit pas ici d'affirmer que le partage d'un même espace géographique induit nécessairement des relations entre acteur, mais que la proximité géographique, par les fréquents face à face qu'elle permet, peut les faciliter ou au contraire être une source de conflits.

A côté de la proximité géographique, la proximité dite "organisée" se définit quant à elle par la capacité qu'offre une organisation de faire interagir ses membres (Rallet et Torre, 2004). Cette capacité est le résultat à la fois d'une logique d'appartenance qui traduit le fait que les membres d'une organisation interagissent

<sup>1</sup> IFRéDE-GRES, Université Montesquieu-Bordeaux IV, Avenue Léon Duguit, 33 608 PESSAC France, damien.talbot@u-bordeaux4.fr.

<sup>2</sup> CNRS -IRIS, Université de Paris-Dauphine, Place du Maréchal de Lattre de Tassigny, 75776 Paris cedex 16, thierry.kirat@dauphine.fr

effectivement grâce à l'existence de règles et de routines de comportements et d'une logique de similitude qui exprime la communauté de croyances et de savoirs que lie les participants. Cette proximité organisée révèle les effets positifs, mais aussi négatifs, de la proximité géographique (Torre et Filippi, 2005) ; elle exprime le passage d'une co-localisation à une coordination. Chaque catégorie est à la fois un potentiel qui peut faciliter des coordinations, d'abord ponctuelles, puis parfois plus régulières et plus intenses et une contrainte (limites spatiales, limites culturelles à la coopération, externalités négatives, etc.) (Pecqueur et Zimmermann, 2004). Ces relations peu à peu renouvelées génèrent progressivement des avantages accessibles aux participants, comme autant de ressources pour l'action.

On le voit, cette conception dite "interactionniste" n'aborde pas explicitement la dimension institutionnelle de la proximité. Une conception d'essence plus institutionnaliste est proposée par une partie des auteurs du groupe de recherche « Dynamiques de proximité »<sup>3</sup>, qui scindent la proximité organisée en proximité institutionnelle et proximité organisationnelle. Toutefois, il ne s'agit pas d'assimiler de façon réductrice la proximité institutionnelle à une logique de similitude, de la limiter à l'adhésion à un cadre commun de représentations, de savoirs tacites, de croyances. La proximité institutionnelle serait dans cette perspective cantonnée aux aspects cognitifs de la coordination, occultant la dimension politique au cœur des préoccupations institutionnalistes. Il s'agit plutôt de traiter frontalement la question *des rôles des institutions* dans les proximités. D'ores et déjà, il est possible de relever de nombreux points de convergence dans les hypothèses fondant l'Economie de la proximité et les approches institutionnalistes, convergence qui laisse présager un rapprochement des perspectives :

- dans les deux approches, l'individu est socialisé et participe à de nombreuses actions collectives tout en étant porteur d'une volonté. C'est l'affirmation du fait que les choix et les actions intentionnelles des individus sont socialement formés et affectés par le comportement d'autrui (Bazzoli et Dutraive, 1998 ; Hodgson, 2000), qu'ils sont *situés* dans un espace d'interrelations qui conditionnent leurs activités (Rallet, 1999) ;
- les auteurs de la proximité et les auteurs institutionnalistes ont une pensée d'emblée relationnelle, les relations entre les hommes étant privilégiées aux relations entre les individus et les objets. L'échange sur un marché n'est plus l'unité de base

<sup>3</sup> Pour un éclairage sur les débats qui traversent le groupe, cf. Gilly et Lung, 2004.

de l'analyse économique, mais seulement une forme particulière d'interaction (marchande), la forme non marchande des relations étant au cœur des analyses ;

- Pecqueur et Zimmermann (2004) voient la proximité comme une contrainte et un potentiel qui peut faciliter des coordinations, tandis que les institutions sont conçues à la fois comme des contraintes et des ressources de l'action individuelle par l'action collective (Corei, 1995). Sur le plan fonctionnel, les définitions sont très proches ;
- une approche pluridisciplinaire intégrant la sociologie, le droit, l'histoire, etc. est à chaque fois préconisée.

Ces axiomes communs peuvent laisser augurer de fécondations mutuelles. Ainsi, qu'apporte la notion de proximité à celle d'institutions ? La proximité permet de délimiter l'aire d'influence des institutions et par là même proposer une topologie de l'espace des interactions, définissant un "dedans" et un "dehors" ; elle permet en outre de lier institutions et espace, ce dernier étant peu abordé dans les approches institutionnalistes tandis qu'une partie des auteurs de la proximité ont déjà orienté leurs travaux en ce sens. En retour, l'institutionnalisme participe à la caractérisation de la proximité par un double rappel. Premièrement, l'évocation continue de la dimension volitionnelle de l'action collective qui exprime la capacité des individus à sélectionner les institutions et à infléchir l'orientation de l'évolution sociale (Théret, 2001), souligne le caractère artificiel des principes économiques. Deuxièmement, les institutionnalistes réaffirment que l'action exprime des choix en relation avec des phénomènes certes de signification et d'évaluation, mais aussi de pouvoir (Théret, 2001). La proximité s'est construite, au moins dans un premier temps, sur l'idée naturellement positive du partage fondé sur des rapports de confiance. La pensée institutionnaliste, en mettant l'accent sur l'artificialité de l'action et sur l'importance des rapports de pouvoir et des conflits qui en découle, permet de rappeler que le partage peut résulter tout autant de rapports de coercition. La convergence des hypothèses, évitant tout syncrétisme, associée aux perspectives de fécondations mutuelles nous conduit à (re)donner une place centrale à la proximité institutionnelle. L'objet de ce numéro spécial est donc d'aborder la question des proximités, non pas du seul point de vue d'interactions situées dans un environnement institutionnel ponctuellement utilisé dans l'analyse, mais aussi du point de vue des institutions. Il existe une grande variété d'approches qui font référence explicitement (dans ce cas les auteurs utilisent le terme de proximité institutionnelle) ou implicitement à cette catégorie. Nous proposons d'exposer cette

variété à travers trois thèmes, alliant théorie et empirie, qui sont autant de façon d'explorer la proximité institutionnelle.

Le premier thème articule Economie de Proximité et capital social. V. Angeon et J.M. Callois usent de cette association pour mettre en lumière les mécanismes à l'œuvre dans les processus de développement local. Les auteurs mettent l'accent sur l'importance des relations de distance dans les logiques de développement : les liens faibles, extra-territoriaux et non nécessairement activés, permettent l'échange d'informations diversifiées entre des agents non inscrits dans des logiques de proximités, permettant de sortir des trajectoires de blocage (*lock in*) dans lesquelles certains territoires s'enferment. G. Colletis et B. Pecqueur, poursuivant leurs réflexions communes autour des notions de ressources et spécificité<sup>4</sup>, substituent à la notion de capital social l'idée de patrimoine dont serait titulaire un territoire. La proximité se définit alors comme l'attribut d'une personne concernant son accès à un patrimoine du territoire ou de l'organisation. Ce patrimoine est composé d'une mémoire de coordination antérieures réussies et de la confiance qui en résulte, ainsi que de ressources cognitives spécifiques susceptibles d'être combinées pour résoudre des problèmes productifs. Quant à V. Olivier et F. Wallet, ils débutent leur analyse à partir de l'observation de deux filières de production agro-alimentaire de qualité et d'origine (filière fruits du Bas Quercy et filière veau du Ségala) pour définir les proximités comme des formes de coordinations porteuses d'externalités positives et négatives, dont les auteurs proposent de faire un "bilan dynamique". Leurs observations empiriques montrent que les dynamiques territoriales peuvent s'épuiser. La notion de capital territorial est alors mobilisée pour préciser les modalités de bifurcations des trajectoires territoriales, résultant pour partie d'une destruction du stock d'un tel capital.

Sans faire appel à un concept complémentaire, le deuxième thème aborde, de façon plus ou moins centrale selon les articles, la question du rôle des proximités dans le processus d'innovation. D. Talbot utilise la distinction proposée par Commons entre institution et organisation pour qualifier les diverses catégories de proximités. La proximité institutionnelle, comme contrainte et ressource de l'action, consiste pour un groupe d'individus à partager et à se conformer à un ensemble d'institutions. La proximité organisationnelle devient une forme particulière de proximité institutionnelle, dans laquelle les coordinations de nature cognitive et politique conduisent au partage de règles et routines vecteurs des connaissances et à l'intégration d'une structure de pouvoir. L'analyse en terme de contrainte *versus* libération souligne le rôle ambigu de la proximité géographique, qui contraint l'action tout autant qu'elle la

<sup>4</sup> Cf. par exemple Colletis et Pecqueur (1995).

facilite. Une illustration empirique est proposée : les proximités institutionnelle et organisationnelle suffisent à décrire l'organisation interne du leader européen du secteur aérospatial EADS, tandis que la proximité géographique est utile dans la qualification des relations entre EADS et ses sous-traitants. Notamment, lors des phases de conception, les ingénieurs d'EADS et des grands équipementiers se regroupent au sein de plateaux. Abordant plus directement cette dernière thématique, R. Boschma soutient que la proximité géographique n'est ni une condition nécessaire, ni une condition suffisante pour innover. Mais elle peut jouer un rôle complémentaire aux autres formes de proximité, notamment institutionnelle, pour permettre aux acteurs de se rencontrer et de rendre effectif l'apprentissage interactif nécessaire à l'innovation. En écho à l'article de V. Angeon et J.M. Callois, l'auteur applique le même raisonnement à la notion d'"affranchissement géographique" (*geographical openness*), solution souvent préconisée lorsque les acteurs sont enfermés dans des relations locales bloquées, par exemple par une inertie institutionnelle. Pour l'auteur, l'affranchissement géographique n'est ni une condition nécessaire, ni une condition suffisante pour sortir d'une situation de *lock in*, mais peut y contribuer si d'autres formes d'affranchissement sont utilisées. M. Steiner propose quant à lui une double lecture, associant évolutionnisme et institutionnalisme, du concept de cluster. Il voit dans les clusters des institutions spécifiques assimilables à des technologies sociales utilisées par les agents pour coopérer à la création de nouveaux savoirs. Les clusters sont des formes de gouvernances profondément évolutives et variées, des cadres cognitifs qui permettent la transmission non-marchande des savoirs.

Enfin, le rôle des institutions dans la résolution des conflits d'usage entre acteurs proches est aussi questionné. La troisième partie révèle un décentrement nouveau de la problématique des proximités, en direction de l'ambivalence des rapports de proximités dans des sociétés complexes où se manifestent des préférences contradictoires dans les rapports aux territoires et les fonctions qu'ils accueillent. La proximité génère certes des possibilités d'interactions et de coordination, une économie de temps de transport, une accessibilité des équipements et services publics, etc. mais elle est également source de tensions ou de conflits au regard de ses effets négatifs (congestion, voisinage d'activités polluantes, nuisances urbaines, etc.). Les espaces périurbains sont un terrain d'observation privilégié de cette ambivalence, dans la mesure où s'y développe la cohabitation d'usages multiples des territoires, notamment résidentiels, industriels, agricoles, et de services liés aux métropoles urbaines (des plateformes logistiques aux centres de traitement des déchets produits par la ville). Les extensions résidentielles péri-

urbaines révèlent explicitement la dialectique proximité-éloignement que les géographes observent (Vant, 1998) : les ménages soucieux de leur cadre de vie s'éloignent de la ville et de ses nuisances, mais y travaillent. La distance entre lieu de résidence et lieu de travail suscite une demande forte d'accessibilité, qui contribue à la densification des infrastructures de transport dans les grandes couronnes des villes. Dans le même temps, les phénomènes nymbistes prospèrent... Observant ces mouvements à partir d'une série de recherches empiriques sur les conflits d'usage des espaces, A. Caron et A. Torre en proposent une grille de lecture fondée sur les concepts de proximité, géographique et organisée. Ils en déduisent une typologie originale des situations conflictuelles et développent une analyse des modes d'expression dans une approche à la Hirschman, en termes de "voice". Dans une perspective un peu différente mais complémentaire, P. Jeanneaux et T. Kirat s'intéressent à ce que révèlent les conflits en justice des dynamiques des territoires marqués, peu ou prou, par les rapports contradictoires évoqués plus haut. Ils utilisent une entrée juridique – celle du contentieux devant les juridictions judiciaires et, surtout, administrative – pour éclairer le jeu des institutions dans la dynamique de transformation des rapports aux territoires. Les rapports de proximité ne sont pas figés : ils se transforment avec les processus de développement des territoires qui sont marqués par le déséquilibre. Les conflits ne sont pas, alors, l'expression de déviations par rapport à un sentier d'évolution optimal des territoires, mais un véritable produit-joint des dynamiques des territoires. Une tendance structurelle semble s'être engagée, par laquelle la spécialisation fonctionnelle des espaces laisse de plus en plus la place à la superposition des usages, suscitant ainsi des proximités conflictuelles dans des espaces complexes (Lecourt et Baudelle, 2004). Or, ces proximités conflictuelles peuvent jouer un rôle dans la construction des territoires. Les auteurs soutiennent alors que les tensions entre usages concurrents des espaces suscitent des changements institutionnels, notamment juridiques, qui à leur tour exercent des effets sur les trajectoires territoriales.

## Références

- Bazzoli L. et V. Dutraive, (1998), "Les dimensions cognitives et sociales du comportement économique : l'apport institutionnaliste de J.R. Commons", *Cahiers du Gratice*, n°14, 1<sup>er</sup> semestre.
- Bellet M., Colletis G. et Y. Lung, (éds), (1993), "Économie de proximités", *Revue d'Économie Régionale et Urbaine*, 3, numéro spécial.
- Bellet M., Kirat T. et C. Largeron, (éds), (1998), *Approches multiformes de la proximité*, Paris, Hermès.

Colletis G. et B. Pecqueur, (1995), "Politiques technologiques locales et création de ressources spécifiques", dans A. Rallet et A. Torre (éds) *Économie Industrielle et Économie Spatiale*, Economica, Paris.

Corei T., (1995), *L'économie institutionnaliste, les fondateurs*, collection "Économie de poche", Paris, Economica.

Dupuy C. et A. Burmeister, (éds), (2003), *Entreprises et territoires, les nouveaux enjeux de la proximité*, Paris, Paris, La Documentation Française.

Gilly J.-P. et Y. Lung, (2004), "Proximités, secteurs, territoires", Quatrième Journées de la Proximité *Proximité, réseaux et co-ordination*, Marseille, juin.

Gilly J.-P. et A. Torre (éds.), (2000), *Dynamique de proximité*, Paris, L'Harmattan.

Hodgson G., (2000), "What is the essence of institutional economics?" *Journal of Economic Issues*, vol. 34, n°2, July, pp. 317-329.

Lecourt A. et G. Baudelle, (2004), "Conflits d'aménagement et proximité sociale : une réévaluation", communication aux IV<sup>e</sup> journées de la proximité, Marseille, 17-18 juin.

Pecqueur B. et J.B. Zimmermann, (éds), 2004, *Economie de Proximités*, Paris, Hermès, Lavoisier.

Rallet A, 1999, "L'économie de proximités", communication à l'école-chercheur INRA, Le Croisic, 8-10 décembre.

Rallet A. et A. Torre, (éds), 1995, *Economie industrielle et économie spatiale*, Paris, Economica.

Rallet A. et A. Torre, (2004), "Proximité et localisation", *Economie rurale*, n° 280, mars avril, pp. 25-41.

Torre A. et M. Filippi, (éds.) (2005), *Proximité et changements socio-économiques dans les mondes ruraux*, Paris, INRA Editions.

Theret B., (2001), "Saisir les faits économiques : la méthode Commons", in *Lecture de John R. Commons*, Cahiers d'économie politique, n°40-41, Paris, L'Harmattan.

Vant A., (1998), "Proximités et géographie", dans M. Bellet, T. Kirat et C. Langeron (éds) *Approches multiformes de la proximité*, Paris, Hermès.